

Entre marginalisation et démagogie : quelle place reste-t-il pour les communautés locales dans les aires protégées?

Manuel Boissière
Charles Doumenge



Colloque GECOREV

Saint Quentin en Yvelines, 26 – 28 juin 2006

Introduction

- La conservation de la biodiversité sur le devant de la scène : Rio (1992), Johannesburg (2002), Durban (2003), Paris (2005),...
- Deux discours :
« conservationnistes » vs « dévolutioniste ».
- Aucune des deux approches n'est valable partout.
- Bali (1982) : nécessité d'intégrer les besoins des populations locales aux plans de gestion des aires protégées.
- Durban (2003) : nécessité d'impliquer directement les communautés locales dans la création des aires protégées.

- Approche dévolutionniste : devient politiquement correcte.
 - Mais : fossé entre des intentions louables et leur absence d'application -> discours généraux, très globalisants, mais difficultés de concrétisation.
- Populations locales : soit on en parle mais il ne se passe rien sur le terrain, soit elles sont volontairement écartées.
- Des difficultés :
 - Que croire ? Du bon sauvage protecteur de la biodiversité à la menace la plus sérieuse pour sa sauvegarde.
 - Des dangers : détournements aux profits d'intérêts particuliers.
- Les stratégies de conservation peuvent-elles prendre en compte les populations locales ? Quelques exemples pour éclairer cette question.

Mamberamo (Papouasie occidentale)

- Un vaste territoire de forêts primaires (7 millions ha), faible densité de population, populations très ancrées dans leur terroir.
- Décentralisation récente (nouveau découpage administratif) : District de Sami manque d'expériences et de ressources humaines pour contrôler efficacement le territoire.
- Appels au gouvernement indonésien pour conserver les monts Foja et le bassin versant de la Mamberamo.

- Populations locales perçues au départ comme menaces et marginalisées.



- Mais des opportunités : méfiance envers étrangers, sens du terroir, expulsion de braconniers... -> peuvent devenir des alliés si les ONG et le gouvernement décident de prendre en compte leurs droits et leurs aspirations en matière de conservation et de développement. Sinon danger de conflit.

Khe Tran (Centre Vietnam)

- Populations montagnardes Pahy : fuite pendant la guerre; minorité ethnique victimes d'intégration forcée.
- Zone tampon de la future réserve naturelle de Phong Dien ; populations locales marginalisées.
- A terme (2010) toute activité extractiviste sera interdite au sein ou à proximité de l'aire protégée.
- Des interdictions de collecte de PFNL déjà en application, de nouvelles activités économiques proposées par le gouvernement local (Acacia, Hévée) -> détourner ces communautés des activités traditionnelles (extractivisme, agriculture sur brûlis).



- Résultat : populations dépossédées, précarité, dépendance de ressources économiques peu diversifiées, baisse des savoirs locaux sur les produits forestiers, baisse de l'intérêt des populations locales par rapport aux forêts -> peu de motivation pour agir en cas d'intrusion (braconniers, etc.).
- Ressources humaines du Département de Protection des Forêts insuffisantes...
- Mais : communautés locales souhaitent participer à la protection et gestion de l'aire protégée, moyennant rétributions ou autorisation de collectes.

Parcs nationaux du Gabon

- 2002 : création de 13 parcs nationaux.
- Objectifs : conservation de l'essentiel de la biodiversité nationale et développement touristique.
- Pays peu peuplé, bon état de conservation général de la biodiversité.
- Mais font l'objet de divers usages par les communautés locales (chasse, pêche, collecte de PFNL...) et pressions d'exploitation industrielle (bois, minerais).



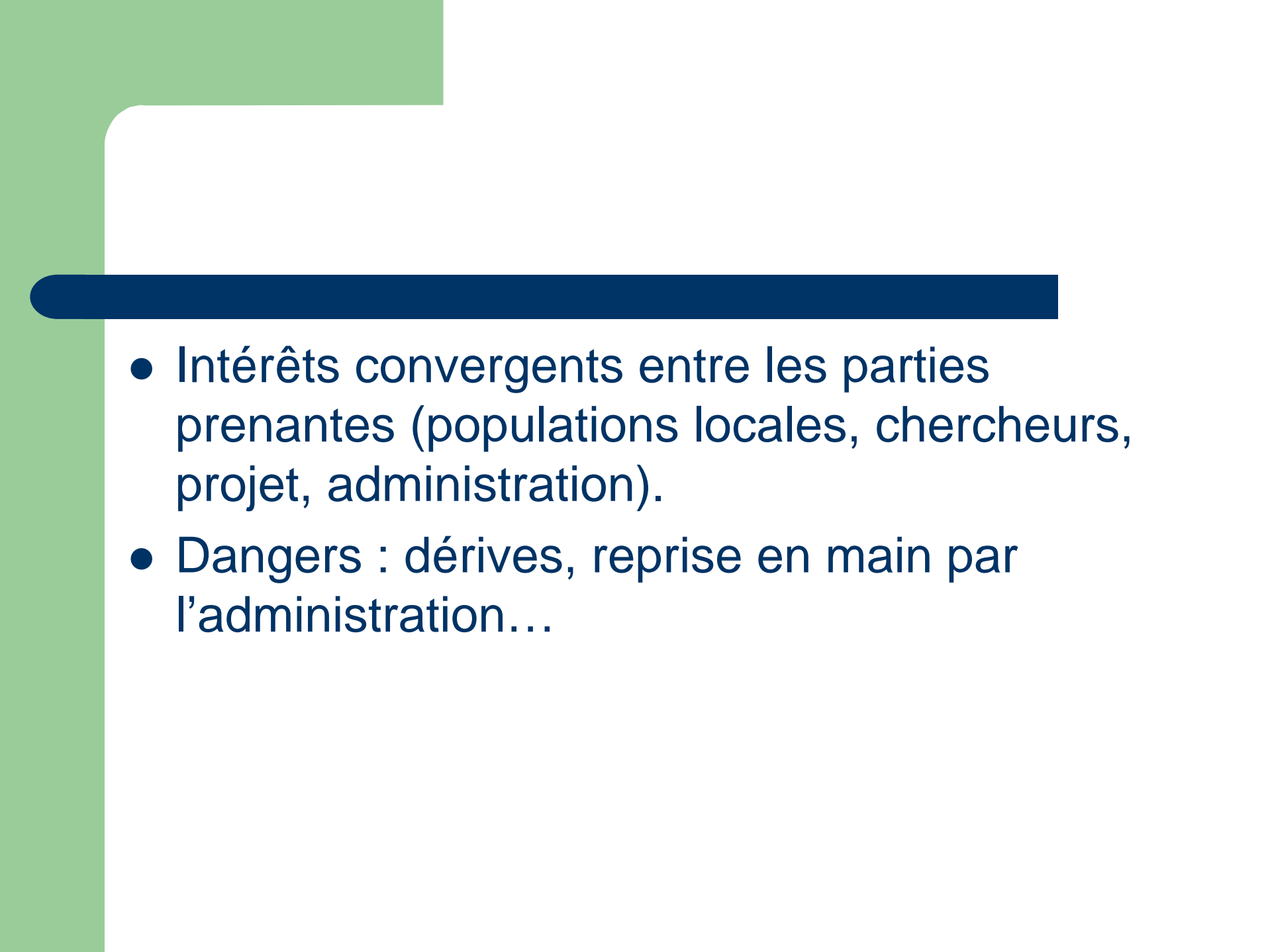
- Actuellement : un peu de lutte antibraconnage mais des activités tolérées (PN Ivindo – pêche).
- Populations locales informées mais pas impliquées dans la création ni gestion des parcs : parcs nationaux gérés par les services de l'état ; statut pas adapté dans tous les cas (zonage?).
- Des opportunités :
 - Tourisme : PSVAP PN Loango (écotourisme vs tourisme de luxe)
 - Comités consultatifs de gestion local prévus dans la nouvelle loi.

Lossi (Nord Congo)

- Appropriation du processus de création d'une aire protégée par une communauté locale.
- Lossi : site de l'ancien village et terres adjacentes, toujours fréquentés par les villageois.
- Les acteurs : population locale (Mboko), des primatologues (1992), le projet ECOFAC, un anthropologue.
- De la réticence à l'acceptation : un ancien chasseur d'éléphant ; touristes, embauches.

- Identification des « ayants-droits » : personnes qui peuvent légitimement parler au nom de la communauté, dépositaires du droit de propriété clanique sur la terre.
- Association des ayants-droits reconnue dans la loi moderne (double légitimité) : décision de regrouper certaines terres et de créer un sanctuaire ; gestion et valorisation touristique du site.



- 
- Intérêts convergents entre les parties prenantes (populations locales, chercheurs, projet, administration).
 - Dangers : dérives, reprise en main par l'administration...

Conclusions

- Conservation de la biodiversité : problème global, multitude de situations -> idées globales ne valent que par leur mise en pratique, qui ne peut être que locale.
- Ne peut faire l'économie de l'intégration des populations locales : pas uniquement sources de problèmes mais parties intégrantes de la solution.
- Frilosités : par soucis de marginalisation, par manque de compétences dans les sciences humaines, par peur du risque.

A l'adresse des bailleurs et des gouvernements

- Dans les projets de conservation, associer dès le départ aux biologistes des spécialistes de sciences humaines.
- Grands projets courts, projets de démonstration et autres projets pilotes : pas adaptés au contexte humain -> développer des projets plus petits (à taille humaine) et plus longs conçus pour accompagner les processus de mutations des sociétés (information, renforcement des capacités).